"Il ne s'agit pas ici d'un best-seller de qualité incertaine" [1]
Quelques échos suscités par la parution de *L'An 40*

Chantal Kesteloot *

"Finalement, il n'y a que *L'An 40* qui compte". C'est en ces termes que s'exprimait il y a peu, avec un brin de nostalgie sans doute, José Gotovitch. Par là, il voulait insister sur l'importance de la rédaction de livres qui restent, plutôt que sur l'écriture d'articles scientifiques dispersés et touchant peu le grand public. En tout état de cause, *L'An 40* restera indubitablement la 'mère' de toute l'historiographie scientifique de la Seconde Guerre mondiale en Belgique, période jusqu'alors guère étudiée, à l'image d'ailleurs de l'ensemble de l'histoire du XXe siècle.

Rarement parution d'un livre d'histoire aura suscité autant d'engouement. Le 24 novembre 1971 – huit jours avant la mise en librairie – le Centre de Recherches et d'Informations socio-politiques (CRISP) présente *L'An 40. La Belgique occupée.* L'ouvrage est le fruit d'une coopération originale entre deux hommes : l'un est docteur en droit, se situe dans la mouvance chrétienne progressiste et est co-fondateur du CRISP [2]; l'autre est historien, proche du monde communiste et chercheur au Centre de Recherches et d'Études historiques de la Seconde Guerre mondiale. Le premier a 48 ans, le second 31. Sont-ils conscients, en ce soir du 24 novembre, que l'ouvrage qu'ils viennent de terminer va susciter un formidable engouement, devenir un véritable phénomène d'édition et constituer l'un des fers de lance de toute l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale en Belgique ?

Il faut dire que cette historiographie en est encore à ses balbutiements. Depuis la fin de la guerre, seules quelques rares synthèses ont été consacrées à l'histoire de l'occupation. Nombre de témoins ont pris la plume, mais leurs visions sont forcément partielles et partiales. Si l'on excepte deux études d'envergure parues au lendemain de la guerre [3], il n'existe encore aucune esquisse globale de la société belge sous l'occupation. Dans les sections d'histoire des universités, l'étude de la Seconde Guerre mondiale est loin d'être à l'ordre du jour [4]. Ce n'est qu'en 1971 qu'est présenté le premier mémoire de

1 Citation extraite d'un article de Basile Risopoulos (*Le Journal des Tribunaux*, 10.6.1972).

2 Sur l'itinéraire et l'engagement de Jules Gérard-Libois, voir Jean-Louis Jadoulle, *Chrétiens modernes ? L'engagement des intellectuels catholiques 'progressistes' belges de 1945 à 1958*, Louvain-la-Neuve, Bruylant/Presses universitaires de Louvain, 2003.

3 Paul Struye, *L'évolution du sentiment public en Belgique sous l'occupation allemande,* Bruxelles, Éditions Lumière, 1945 et Guillaume Jacquemyns, *La société belge sous l'occupation allemande (1940-1944)*, Bruxelles, Université libre de Bruxelles. Institut de Sociologie/Nicholson et Watson, 1950, 3 vol.

4 Sur cette question, voir *De oorlog doorheen universitair onderzoek en onderwijs/La guerre dans l'enseignement et la recherche universitaires*, Bruxelles, CREHSGM, 1990.

licence consacré à l'histoire de la guerre [5]. La première thèse de doctorat est soutenue un an plus tard [6]. Mais malgré cette percée, les travaux portant sur ces années de guerre restent rares : seuls 14 mémoires de licence seront consacrés à la période de l'occupation durant la décennie 1970 pour l'ensemble des universités belges [7].

La publication de *L'An 40* a été soigneusement préparée : articles dans la presse écrite dont le célèbre procédé des 'bonnes pages' publiées en avant-première dans *Le Soir*, interventions radiophoniques, débats publics… Pas mal d'acteurs sont encore en vie à l'époque et certains ont été abondamment sollicités par les auteurs dans leur phase de recherche. Lors de la parution, ils ont été invités à réagir et ils participent dès lors aux discussions que le livre fait naître. Mais l'écho va bien au-delà de ce cercle restreint. En l'espace de trois jours, le premier tirage de trois mille exemplaires est épuisé; huit mois plus tard, l'ouvrage en est déjà à son cinquième tirage. Durant plus de quatre mois, *L'An 40* se classe dans la 'cote des livres' que publient alors divers journaux; à deux reprises, il figure même en tête de liste. Douze mille exemplaires sont vendus en l'espace de quatre mois. Le tirage final atteint les vingt-cinq mille exemplaires [8]. L'ouvrage séduit. La couverture est attrayante et très différente de celles, classiques, des ouvrages d'histoire et certainement d'autres publications du CRISP, telle la synthèse de Höjer par exemple. Elle pourrait suggérer une vision de la guerre en noir et en blanc. Mais rapidement le lecteur s'aperçoit qu'il n'en est rien. Pour la première fois, ce qui lui est proposé, c'est une approche synthétique des enjeux des premiers mois d'occupation et, à travers eux, une grille d'analyse des comportements des groupes en présence. L'ouvrage s'accompagne également d'annexes importantes : une quinzaine de pages sur la situation de Verviers en 1940, un texte dû à l'historien Jacques Wynants, une petite dizaine de pages d'Adeline Waysblatt sur les Juifs en 1940, un sujet qui allait connaître une belle fortune historiographique ultérieure et, enfin, quelques notices sur les groupes qui se déploient dans la Belgique occupée de 1940.

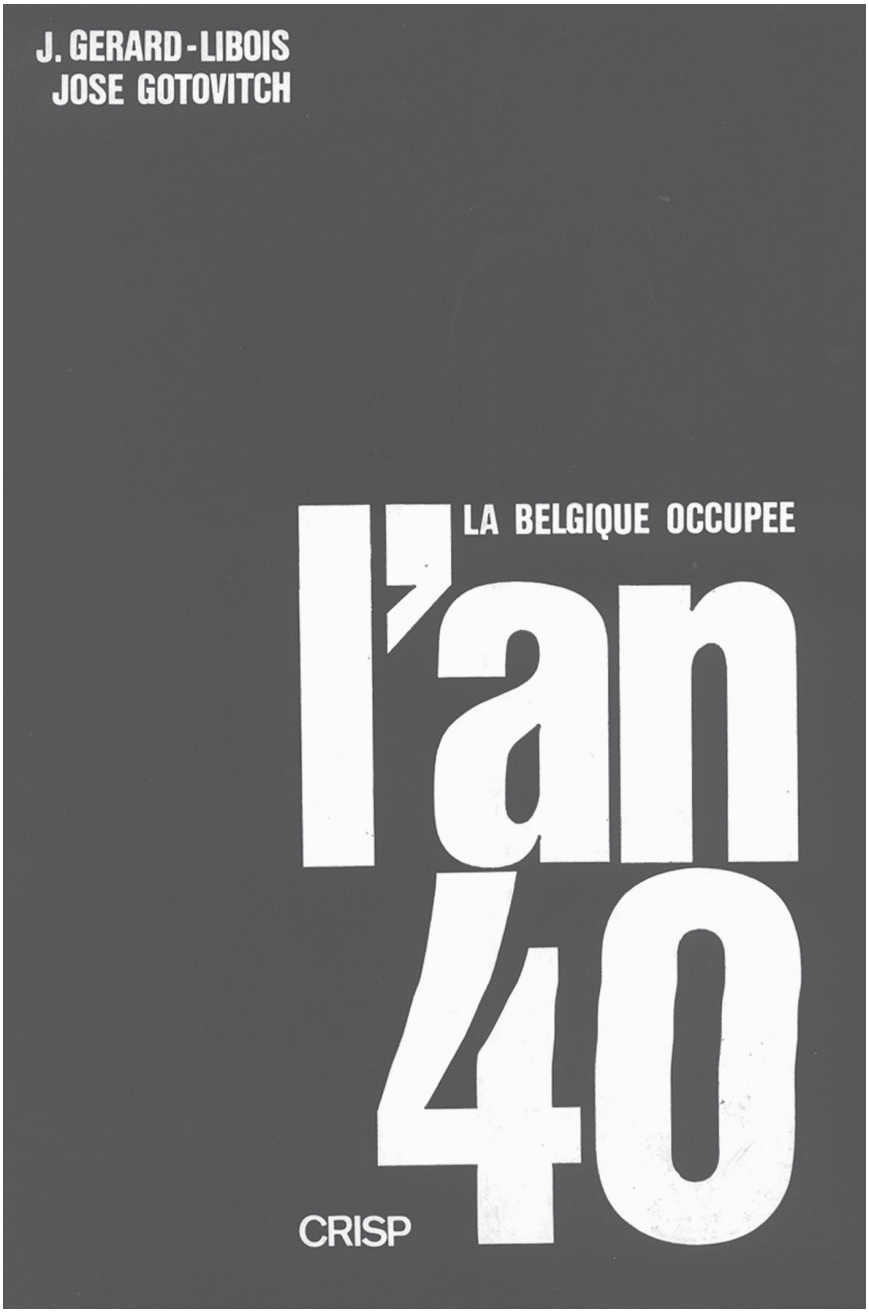
Plus d'une trentaine de quotidiens – belges pour l'essentiel mais aussi étrangers comme *Le Monde* ou *The Guardian* – et plus d'une quarantaine de périodiques – de *Pan* à *Socialisme* en passant par *Wij* et *Wallonie libre* – y consacrent une recension, suscitant fréquemment des réactions à travers le courrier des lecteurs. Ces réactions 'à chaud' sont suivies d'articles de fond publiés dans des revues scientifiques. Un événement sans précédent donc, lié, c'est incontestable, à l'intérêt du sujet mais sans doute aussi à un goût accru pour l'histoire de la part du public. Cette demande a déjà été alimentée par

5 Israël Shirman, *La politique allemande à l'égard des Juifs de Belgique, 1940-1944*, Bruxelles, mém. lic. en histoire ULB, 1971.

6 Mark Van den Wijngaert, *Het bestuur van de Secretarissen-Generaal in België tijdens de Duitse bezetting, 1940-1944*, Louvain, J.A. Van Houtte, 1972.

7 Voir Luc François, *De vele gezichten van de nieuwste geschiedenis/Les multiples visages de l'histoire contemporaine*, t. 3, Gand, Academia Press, 2003.

8 Information aimablement communiquée par Xavier Mabille en janvier 2005.



• **La couverture de *L'An 40,* dont le premier tirage de 3.000 exemplaires est déjà épuisé au bout de trois jours.**

les *Télé-Mémoires de Vleeschauwer – Gutt –Spaak* dont l'essentiel porte précisément sur 1940. Les émissions ont été diffusées à l'automne 1968 mais leur transcription, sous la forme d'un ouvrage, paraît, elle, en 1971, quelques mois avant *L'An 40*. À l'origine des recherches documentaires, on trouve déjà José Gotovitch et le volume est publié par le CRISP dans une collection dirigée par… Jules Gérard-Libois. Cette publication anticipe clairement sur toute une série de débats qui vont suivre la parution de *L'An 40*. Qui plus est, parallèlement aux *Télé-Mémoires*, deux acteurs essentiels de cette période – Paul-Henri Spaak et Marcel-Henri Jaspar – publient leurs mémoires à quelques mois d'intervalle, en 1968-1969. Toutes ces productions focalisent l'attention et donnent à ces questions historiques une dimension publique peu habituelle en Belgique à cette époque. Si, aujourd'hui, l'historien et, plus particulièrement, l'historien contemporanéiste est devenu un habitué des médias, la situation est bien différente au début de la décennie 1970. À l'heure où l'histoire contemporaine demeure encore suspecte aux yeux de nombreux historiens, médiévistes en particulier, que dire de ceux qui osent se montrer publiquement, participer à des débats, croiser le fer avec des témoins et des acteurs dans les studios de radio et de télévision ? Les relations entre historiens et médias ne sont guère encouragées et les publications scientifiques circulent plutôt en circuit fermé [9]. La démarche publique passe pour indécente, inappropriée, relevant presque du suicide scientifique. Comme l'a affirmé récemment José Gotovitch, "'cela' ne se faisait pas. Il fallait, alors, n'exister que par des revues austères et scientifiques…" [10]. Or, les auteurs de *L'An 40* et, avec eux, leur éditeur ont bien saisi l'importance de cette dimension publique. Elle constitue non seulement une forme de publicité incroyable mais, du fait même du sujet abordé, elle va permettre aussi une meilleure connaissance de la réalité historique. Ces réactions et les rectifications qu'elles peuvent entraîner sont d'ailleurs prises en compte dans les tirages ultérieurs et permettront l'ouverture de nouvelles archives [11]. Un effet boule de neige en quelque sorte qui ira jusqu'à la publication d'un recueil de commentaires et de réactions suscités par la publication de l'ouvrage [12].

I. La méthode CRISP ?

Créé en 1958, le CRISP innove en matière de recherche. Il tente de décortiquer les processus de décision politique par une approche des groupes et des structures ainsi que des contextes et des processus décisionnels [13]. Parmi ses fondateurs – nous l'avons signalé

9 Voir à ce sujet l'article plutôt provoquant de Mark Reynebeau, "Het water is te diep. De media als brug over de kloof tussen geschiedenis en openbaarheid", in *Revue belge d'Histoire contemporaine*, 1994-1995 (25e année) n° 1-2, p. 199-211.

10 "Le signe d'une déperdition d'intelligence", entretien avec José Gotovitch, in *Le Matin*, 28.2.2000, p. 11.

11 Nous renvoyons à la collection An 40 conservée au CEGES.

12 Jules Gérard-Libois & José Gotovitch, *La Belgique occupée. L'An 40. Commentaires et réactions*, Bruxelles, CRISP, 1972.

13 Voir à ce sujet Jean Meynaud, Jean Ladrière & François Perin (dir.), *La décision politique en Belgique. Le pouvoir et les groupes*, (Cahiers de la Fondation nationale des Sciences politiques, 138), Paris, CRISP, 1965.

– se trouve l'un des auteurs de *L'An 40*. Il est manifeste que la méthode de travail utilisée par le CRISP se retrouve dans l'ouvrage. Les faits sont décodés non pas tant à partir des actes des individus mais à travers le prisme du collectif. Tous les événements ne sont pas appréhendés mais il s'agit d'en épingler un certain nombre qui sont analysés et qui servent de fil rouge. L'État apparaît dans cette optique comme un acteur essentiel et, avec lui, les classes dirigeantes, immédiatement sommées par les circonstances et par leur logique de pouvoir de prendre position et de se dévoiler. L'objectif est également d'insister sur l'interdépendance des phénomènes : entre l'avant-guerre et l'occupation, entre les attitudes de certains groupes et les logiques d'occupation, entre les réactions populaires et les conditions de vie au quotidien. À travers une sélection de faits et d'enjeux est tenté le pari d'une approche globale. La démarche est clairement aux confins de l'histoire, de la science politique et de la sociologie.

II. Admiration !

L'ouvrage suscite l'admiration. La plupart des commentateurs saluent la rigueur, la méthode, la prudence des auteurs. Ils perçoivent le caractère novateur de la démarche tant en ce qui concerne le sujet qu'en termes de méthode. Ils soulignent la qualité et l'ampleur de la synthèse, la distance des auteurs, la nouveauté du propos. Pour JeanFrancis du *Pourquoi Pas ?*, *L'An 40* est "enfin un volume objectif, serein, détaché des prises de position. Voici un volume pour lecteurs adultes, capables d'interpréter eux-mêmes les événements et d'en tirer les leçons pour le présent et pour l'avenir" [14]. Évidemment, en ciblant de manière privilégiée les groupes plutôt que les individus, les auteurs se voient parfois opposer leur manque d'intérêt pour le destin individuel, l'absence de "romanesque" comme le souligne, par exemple, Paul Vandromme, par ailleurs très grand admirateur de l'entreprise [15]. Souvent les critiques portent sur des points de détail, des erreurs secondaires. Quelques-uns – ils sont rares – sont très hostiles, tel Robert Poulet, l'ancien rédacteur en chef du *Nouveau Journal*. Mais ses reproches tiennent davantage du règlement de comptes que d'une véritable approche critique : "Comme toutes les précédentes, l'histoire à la mode de *L'An 40* est mensongère" [16]. Les reproches de Ward Hermans, ancien membre du *VNV* et co-fondateur de l'*Algemene SS-Vlaanderen*, sont du même acabit. Étonnamment, l'hebdomadaire satirique *Pan* est nettement plus positif et souligne la qualité de la démarche et le courage des auteurs [17].

Les témoins qui réagissent insistent également sur les atmosphères, sur le non-dit, des éléments somme toute très difficiles à capter pour l'historien. Certains reprochent, en

14 Jean Francis, dans *Pourquoi Pas ?*, 9.12.1971.

15 "Ce livre immense se lit d'une traite. Ce livre ardu se dévore avec avidité" in "La vie littéraire. *L'An 40* de Jules Gérard-Libois et José Gotovitch", in *Le Rappel*, 18-19.12.1971.

16 Robert Poulet, dans *Rivarol*, 20.1.1972, extrait reproduit dans Jules Gérard-Libois & José Gotovitch, *La Belgique occupée. L'An 40. Commentaires et réactions*, p. 41-43.

17 "À propos de *L'An 40*", in *Pan*, 5.1.1972.

• **José Gotovitch en jeune trentenaire, au temps de la parution de *L'An 40*. (Photo CEGES)**

filigrane, la distance prise par l'historien. Fernand Demany est ainsi manifestement demandeur d'émotions : "D'aucuns déploreront leur objectivité glacée. Sans préjugés ni prétentions, ils sont des historiens qui viennent du froid. C'est le style de notre temps. Pour eux, la guerre fut une péripétie. Ils ne la jugent pas, ils la racontent. Ils ne la fustigent pas, ils la décortiquent" [18]. Ce dialogue de sourds entre historiens et témoins qui se noue dans la foulée du livre est un phénomène qui va devenir sans cesse plus présent dans l'historiographie sur la Seconde Guerre. Les méthodes et la démarche scientifique de l'historien indisposent souvent le témoin qui lui préfère des jugements de valeur et oppose son vécu personnel à la distance de l'historien.

Parmi les enjeux les plus débattus figurent l'analyse de la période de neutralité et le rôle du Roi. Concernant la première question, plusieurs acteurs soulignent combien le ralliement à cette politique se faisait du bout des lèvres, que l'adhésion n'était qu'en surface. Quant à la question du Roi – ses projets, sa marge de manœuvre, la fameuse entrevue de Berchtesgaden –, elle demeure évidemment très controversée et le débat n'est pas près de s'éteindre. De nombreux auteurs et historiens entretiendront consciencieusement le brasier au cours des trente années suivantes [19].

III. Un "livre froid" ?

Parmi les réactions qui accompagnent la parution de *L'An 40*, celles des acteurs sont évidemment essentielles. Sur ce terrain, il convient d'épingler celle de Paul-Henri Spaak. L'ouvrage met en évidence le rôle essentiel qu'il a joué non seulement dans l'adoption de la "politique d'indépendance" mais aussi dans les tribulations qui ont accompagné l'errance du gouvernement belge durant l'été 1940 avant que ce dernier ne gagne Londres. De toute évidence, comme le relate son biographe, l'homme n'aime pas le livre : "La sortie, en 1970 (*sic*), du livre de Jules Gérard-Libois et de José Gotovitch consacré à *L'An 40* déclencha chez lui une sourde opposition. Celle-ci se traduisit, parmi d'autres réactions, non seulement par un 'je n'aime pas votre livre' à l'adresse des deux auteurs lors d'un débat organisé par la conférence du Jeune Barreau à l'initiative de Roger Lallemand, mais également par une algarade avec Jef Rens [20], un message d'incompréhension de la part de Pierre d'Ydewalle et un veto à l'attribution du prix de la Fondation Hubert Pierlot aux auteurs" [21]. Que reproche exactement l'ancien Premier ministre aux auteurs de *L'An 40* ? Selon une formule lapidaire, d'avoir écrit un "livre froid" concernant une époque qui "ne l'était guère". Plus fondamentalement, il s'insurge

18 Fernand Demany, dans *Vlan*, 30.12.1971.

19 Voir Michel Dumoulin, "Léopold III : les enjeux d'une controverse", in *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 10, Bruxelles, 2002, p. 199-213.

20 C'est d'ailleurs la dernière entrevue entre les deux hommes. Voir Jef Rens, *Ontmoetingen 1930-1942*, Antwerpen/Amsterdam, De Nederlandse Boekhandel, 1984, p. 74.

21 Michel Dumoulin, *Spaak*, Bruxelles, Racine, 1999, p. 692.

contre la méthode, la tonalité du récit mais surtout contre certaines interprétations de faits le concernant dans le cadre de la politique de neutralité et des errements de l'été 1940. Comme le souligne alors Henri Bernard, "on ne pouvait cependant pas écrire qu'il avait rejoint Londres le 18 juin 1940" [22]…

En effet, aussi surprenant que cela puisse paraître, l'ouvrage qui se vend le plus en cette année 1972, qui en constitue l'événement historico-médiatique, ne se voit pas décerner le prix Pierlot, le plus prestigieux des prix d'histoire, dont l'objectif est précisément de "favoriser l'étude historique des grands événements de l'histoire contemporaine de la Belgique et la publication de travaux relatifs à ces événements (…)". Le fait mérite que l'on s'y arrête. Les deux auteurs bénéficient pourtant de larges appuis au sein du conseil d'administration de la Fondation. Pour William Ugeux, il apparaît que le choix de la Fondation "est presqu'imposé par la qualité et l'opportunité de ce gros volume qui, s'il appelle chez chacun de nous l'une ou l'autre rectification, n'en constitue pas moins un indispensable palier dans une recherche historique qui constitue un peu l'objectif de la Fondation" [23]. Même point de vue de la part de Pierre d'Ydewalle qui estime lui aussi que "cet ouvrage est tout à fait remarquable, tant à raison de son souci d'objectivité que du caractère inédit de certaines sources d'informations. Mieux encore, certaines réflexions témoignent d'un sens psychologique profond" [24]. Mais rien n'y fait. Paul-Henri Spaak y est résolument hostile. Comme l'épingle *Pan* – toujours bien informé –, "Gérard-Libois et Gotovitch devront définitivement faire leur deuil des 50.000 francs espérés" [25] !

Les auteurs de *L'An 40* présentent leur ouvrage à deux reprises : en 1972, année où le prix n'est finalement pas décerné et en mars 1973, soit quelques mois après le décès de Paul-Henri Spaak. Cette fois, la Fondation semble vouloir prendre toutes ses assurances et constitue pour la circonstance un jury dont le caractère scientifique ne peut souffrir d'aucune contestation [26]. Auparavant, c'était le conseil d'administration de la Fondation qui était appelé à statuer. Une nouvelle fois, la tâche est délicate puisque outre *L'An 40*, le jury a également à se prononcer sur l'ouvrage d'Albert De Jonghe, *Hitler en het politieke lot van België*. Au total, treize manuscrits concourent pour le prix dont cinq traitent directement de la Seconde Guerre mondiale, un indice clair du véritable démarrage de l'étude de la période. Le prix échappe encore aux auteurs de *L'An 40* et est attribué à l'historienne Liane Ranieri pour son ouvrage consacré à Léopold II.

22 Lettre d'Henri Bernard à William Ugeux, 30.5.1972 (CEGES, *Archives de la Fondation Pierlot*).
23 Lettre de William Ugeux à Paul-Henri Spaak, 28.12.1971 (CEGES, *Archives de la Fondation Pierlot*).
24 Lettre de Pierre d'Ydewalle à William Ugeux, 7.2.1972 (CEGES, *Archives de la Fondation Pierlot*).
25 "Une histoire à revoir : Spaak Story", in *Pan*, 5.7.1972.
26 Le jury se compose des professeurs Henri Bernard, Jean Stengers, Léon Charles, Herman Balthazar et Jacques Willequet, de Denise Deweerdt ainsi que de Jef Rens et William Ugeux. Il est présidé par André De Staercke. Lettre de Jef Rens à André De Staercke, 9.3.1973 (CEGES, *Archives de la Fondation Pierlot*).

Mais la décision a fait l'objet de longs débats où d'étonnantes considérations ont pesé. S'agissant d'Albert De Jonghe, il a à la fois été question de son passé et du fait qu'il était difficile de retenir son ouvrage qui constitue "une démolition irrésistible des thèses du roi Léopold III et confirme le bien-fondé d'un certain nombre de vues de M. Pierlot". Quant à *L'An 40*, Jef Rens – le nouveau président de la Fondation qui succède ainsi à Paul-Henri Spaak – intervient pour déclarer "qu'il ne se croit pas autorisé à proposer au Conseil d'Administration un renversement de choix fait sous la présidence de son prédécesseur" [27]. On est très loin de considérations exclusivement scientifiques alors que telle est pourtant en principe la philosophie qui doit animer le jury. Laissons le mot de la fin au professeur Jean Stengers qui déclare alors : "dans cinquante ans le choix de Liane Ranieri ne vaudra pas au jury d'historiens de vifs éloges. Il en irait probablement autrement s'il choisissait 'L'An Quarante' et le livre de De Jonghe qui seraient certainement l'amorce de nouvelles recherches". Il n'a pas fallu attendre cinquante ans pour que cette prophétie se réalise !

IV. Et en Flandre ?

L'An 40 n'a jamais été traduit en néerlandais. On estime que 15 % des ouvrages vendus l'ont été en Flandre. Il est vrai que le bilinguisme est sans doute plus généralisé à cette époque. À l'heure où l'on insiste particulièrement sur l'impossibilité d'une lecture commune du passé, sur les sensibilités différentes entre les sociétés flamande, wallonne et francophone par rapport à la Seconde Guerre et à son héritage, il est significatif de constater que l'accueil réservé à *L'An 40* a également été extrêmement positif en Flandre. De *'t Pallieterke* à *De Nieuwe*, ce sont les louanges qui l'emportent. Manu Ruys – dont on connaît la plume acerbe – souligne la complexité des attitudes au cours de l'été 1940 et l'enjeu de la politique de présence [28]. Même son de cloche dans *Knack* où Jan Bauwens épingle la volonté de décrypter les comportements des responsables de l'époque au lendemain de l'attaque allemande et "le courage" des auteurs de "mettre de l'ordre dans les choses", en d'autres termes de sortir du point de vue passionnel qui a, jusqu'alors aux yeux du journaliste, caractérisé la production relative à l'histoire de la guerre. Dans la *Gazet van Antwerpen*, Louis Van Nuland souligne qu'enfin, un ouvrage fait la synthèse sur cette période essentielle et le fait avec rigueur, discernement et démarche scientifique : "*Als we zeggen, dat dit boek ook wrevel wekt, doelt dit zeker niet op de auteurs. Maar is het niet beschamend, dat wij tot 1972 hebben moeten wachten om een dergelijke studie te krijgen aangeboden, die steunt op zuiver wetenschappelijke*

27 Notes prises au cours de la réunion du Jury du Prix Hubert Pierlot 1973 (CEGES, *Archives de la Fondation Pierlot*).

28 Manu Ruys, "Woelen in de zandhoopjes van 1940. België probeerde aanvankelijk te leven met de Duitse orde", in *De Standaard*, 14.12.1971.

normen ?" [29]. Un accueil largement positif même si, fort logiquement, la somme de comptes rendus est moindre.

L'ensemble de ces prises de position nous amène d'ailleurs à plaider pour une analyse plus fine des réactions des sociétés. Si en 1971 la lecture du passé apparaît plutôt comme relativement consensuelle et en admettant que celle-ci ne l'est plus aujourd'hui, quels sont les éléments qui ont pesé dans cette différence d'appréciation ? Le fait de vivre dans une Belgique fédérale avec deux sociétés qui ne se côtoient plus guère aurait-il à ce point fait évoluer la vision du passé ? Il est en effet significatif de constater que les commentateurs flamands de l'ouvrage y trouvent leur compte, même lorsqu'ils viennent de milieux nationalistes flamands. Évidemment au moment où paraît *L'An 40*, l'historiographie en langue néerlandaise sur l'occupation n'est guère plus fournie qu'elle ne l'est en français. Et les deux sommes que vont constituer l'*Encyclopedie van de Vlaamse beweging* et *Twintig eeuwen Vlaanderen* ne sont pas encore parues. Il faut attendre les travaux pionniers d'Albert De Jonghe et surtout la série "*De Nieuwe Orde*" incarnée par Maurice De Wilde pour que cette historiographie prenne véritablement son envol. Certes, cette approche scientifique est précédée par ce que l'on pourrait qualifier de 'littérature grise', de nombreux acteurs et témoins ayant pris la plume pour se poser en victimes soit de la vague d'arrestations liée à ce qu'on appelle les 'suspects de mai 1940', soit pour dénoncer la répression populaire et judiciaire d'après-guerre. Mais à l'instar des commentaires publiés dans la presse francophone, la parution de *L'An 40* est plutôt saluée comme l'amorce d'une histoire dépassant enfin les engagements passionnels. Si divorce il y a aujourd'hui, il ne se situe pas tant parmi les historiens – même s'il n'est plus possible de les abstraire de leur communauté – mais bien à travers la réception de leurs travaux et les commentaires qui les accompagnent. Le regard sur le passé n'est plus le même. Pourquoi y a-t-il une telle distorsion ? De quels éléments se nourrit-elle ? Pour certaines générations, le rapport au passé demeure névrotique ou, à tout le moins, lourdement chargé. Ce poids ne semble pas ou guère de mise au début des années 1970 [30]. Autant de questions qui se doivent d'être posées même si les éléments de réponses ont encore à faire l'objet de recherches.

V. Les débats thématiques

Parmi les questions que suscite *L'An 40* figure celle de savoir s'il est réellement envisageable de faire de l''histoire contemporaine'. Si l'on se tourne du côté des universités, force est de constater qu'il faut attendre la fin de la Seconde Guerre mondiale pour voir émerger l'histoire contemporaine comme discipline à part entière. Le choc

29 Louis Van Nuland, "*L'An 40* wekt wrevel en waardering", in *Gazet van Antwerpen*, 11.7.1972.

30 Voir à ce sujet José Gotovitch & Chantal Kesteloot (dir.), *Collaboration, répression. Un passé qui résiste*, Bruxelles, Labor, 2002.

• **Des soldats allemands pendant une parade militaire sur la place des Palais à Bruxelles. (Photo CEGES)**

de la guerre et de l'occupation n'y est pas étranger : "c'est en 1929 précisément que l'on a réformé l'organisation des études historiques. Dans le nouveau régime, on n'a fait, bien entendu, aucune place à la formation du contemporanéiste. Il ne fut plus possible de maintenir cette exclusive après la Seconde Guerre mondiale, mais c'est du bout des lèvres qu'on accorda à l'histoire contemporaine une toute petite place" [31]. À l'époque, l'histoire médiévale demeure privilégiée alors que celle dite contemporaine ne s'aventure guère au 20e siècle. Entre 1945 et 1970, 46 thèses de doctorat en histoire sont présentées dans les universités belges ou par des Belges dans des universités étrangères : dix d'entre elles portent sur la période antérieure à 1830, 32 ont pour objet le 19e siècle, trois s'aventurent jusqu'au début du 20e siècle et une seule a pour cadre exclusif le 20e siècle… mais le thème traité est extérieur à la Belgique [32]. L'histoire contemporaine doit

31 "Liminaire – Woord Vooraf" ?, in *Revue belge d'Histoire contemporaine*, 1969 (1ère année) n° 1, p. 3-4. Voir aussi Els Witte, *Over bruggen en muren. Hedendaagse politieke geschiedenis en politieke wetenschappen in België* (1945-2000), (Sociologie Vandaag, 7), Louvain, Universitaire Pers Leuven, 2003, p. 11 et sv.

32 Voir Luc François, *op.cit.*, p. 437-455. La seule thèse portant sur le 20e siècle est celle de Jean-Luc Vellut, *The Asian Policy of the Philippines, 1935-1965*. Elle est soutenue à l'Université de Canberra.

se développer dans un contexte difficile et convaincre de la légitimité de ses méthodes [33]. Or, c'est précisément à la charnière des décennies 1960 et 1970 qu'elle s'affirme en Belgique et que peu à peu les sections d'histoire contemporaine commencent à accueillir des contemporanéistes pour les postes d'enseignants. Néanmoins, sur le plan de la méthode, l'histoire demeure très classique dans son approche heuristique.

Jusqu'à cette époque, les historiens belges sont, par exemple, demeurés extrêmement prudents quant à l'utilisation de témoignages. C'est en 1973 que Jean Stengers lance pour la première fois des étudiants en histoire dans le domaine de l'histoire orale, un domaine qui demeure l'apanage des sociologues [34]. Avec le témoignage oral, l'historien se trouve désormais confronté à une nouvelle démarche à laquelle il n'a guère réfléchi, et ce d'autant qu'il apparaît aussi qu'il faut agir dans l'urgence. Vingt-cinq ans après la fin de la guerre, les acteurs importants disparaissent peu à peu et il revient à l'équipe initiale du Centre de la Seconde Guerre mondiale d'interviewer nombre de personnalités ayant joué un rôle essentiel durant les années de guerre. Comment appréhender ce type de sources ? Comment appliquer les notions de critique interne et externe à l'histoire orale ? Comment distinguer l'historien du journaliste dès lors que le premier s'empare d'une démarche qui semblait constituer l'apanage du second ? Quelle crédibilité accorder au témoin ? Les témoignages ont-ils une valeur différente selon le fait que le témoin soit ou non encore en vie ? Telles sont quelques-unes des questions dont on débat à l'époque. Aujourd'hui, l'historien appréhende de plus en plus le témoignage comme 'la vérité du témoin', la reconstruction voire la re-création d'un vécu. Plus encore que les sources écrites, l'histoire orale est perçue comme une construction subjective avec une volonté de véracité mais d'une véracité qui est celle du témoin, à l'époque du témoignage. La dimension chronologique, si précieuse pour l'historien, a pleinement retrouvé ses droits.

En ce début des années 70, on se situe clairement à un tournant sur le plan historiographique. Signe des temps, *La Revue belge d'Histoire contemporaine* organise le 17 février 1973, avec l'aide du Crédit communal, un symposium sur le thème "*Belgium in 1940 and the problems of recent history*" [35]. Il y est question non seulement de *L'An 40* mais aussi des ouvrages d'Albert De Jonghe [36], de Luc Schepens [37] et de Mieke Claeys-Van Haegendoren [38]. Les historiens présents s'interrogent : pourquoi l'histoire très

33 Voir Roger Aubert, "L'historiographie contemporaine en Belgique depuis 1945. Aperçu thématique" et Emiel Lamberts, "De beoefening van de nieuwste geschiedenis in de Belgische universiteiten en wetenschappelijke instellingen sinds 1945", in *Revue belge d'Histoire contemporaine*, 1994-1995 (25e année) n° 1-2, p. 213-221 et 223-236.

34 Voir Jean Stengers, "Une enquête d'histoire orale sur la question royale", in *Acta Historica Bruxellensisa*, t. 4 : *Histoire et Méthode*, Bruxelles, 1981, p. 445-471.

35 "Belgium in 1940 and the problems of recent history", in *Revue belge d'Histoire contemporaine*, 1973 (4e année) n° 1-2, p. 231-262.

36 Albert De Jonghe, *Hitler en het politieke lot van België*, t. 1, Antwerpen, De Nederlandse Boekhandel, 1972.

37 Luc Schepens, *1940. Dagboek van een politiek conflict*, Tielt, Lanoo, 1972.

contemporaine suscite-t-elle soudain tant d'intérêt alors que cette histoire est si peu enseignée dans les universités ? Les quatre ouvrages débattus ont d'ailleurs été écrits par des historiens qui évoluent en dehors des universités. Se pose dès lors la question du rôle des universités d'une part et des historiens d'autre part. José Gotovitch plaide pour une histoire qui soit plus en phase avec la demande sociale. Cette histoire très contemporaine implique aussi d'autres pratiques heuristiques non seulement parce que toutes les sources ne sont pas encore accessibles mais aussi parce que se pose le problème de la gestion de la masse des sources. En outre, plus encore que pour des périodes plus reculées, des éléments essentiels échappent désormais au prisme de l'écrit. Et, par-dessus tout, comment dépasser la source, comment se détacher de méthodes qui paraissent encore très (trop ?) inspirées de l'histoire médiévale et moderne : "*I think it difficult to depict a period only through what may be called the source, nothing more than the source and nothing outside the source. In recent history one has to feel a bit more free with regard to the source and not be limited by the idea that outside the printed documents, events do not exist*" [39]. La notion même de source est désormais à considérer dans une optique plus large, c'est-à-dire en y incluant l'histoire orale et le pan de recherches qu'elle ouvre tout en tenant compte de la spécificité de la démarche qu'elle requiert. C'est à terme l'amorce d'une réflexion sur le processus mémoriel, même si cette terminologie reste totalement absente au début des années 1970.

Mais d'autres débats émergent en dehors des cénacles universitaires, dans des milieux militants qui se sentent particulièrement interpellés par la publication de *L'An 40*. C'est notamment le cas du monde communiste. Une table ronde mettant en présence les auteurs et quelques communistes – témoins et acteurs – est dès lors organisée [40]. Il faut dire que cette histoire du PCB reste alors mal connue, imprégnée de préjugés comme d'idées fausses, de morceaux de bravoure ou d'actes d'héroïsme [41]. Le mérite du livre est de livrer au public une lecture nuancée, sans complaisance ni apriorisme, du rôle et de la marge de manœuvre des communistes belges. Au centre de l'analyse figurent à la fois les liens avec la IIIe Internationale et la fidélité stratégique qu'ils impliquent mais aussi la question de l'inscription du Parti dans la société belge à l'heure où, à la veille de la guerre, le POB semble traverser une crise profonde qui se prolonge durant les premiers mois de l'occupation. Au sein du PCB, quarante ans plus tard, le débat oppose ceux qui considèrent que le mot d'ordre "Ni Londres ni Berlin" était un choix juste et ceux qui considèrent au contraire qu'il a contribué à isoler les communistes au sein de la classe ouvrière. La question demeure un enjeu et en dit davantage sur le débat idéologique interne en 1971-1972 que sur l'histoire du PCB à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

38 Mieke Claeys-Van Haegendoren, *Hendrik De Man. Een biografie*, Antwerpen, De Nederlandse Boekhandel, 1972.

39 Propos tenus par Jules Gérard-Libois lors de la table ronde "Belgium in 1940…".

40 Voir "Une table ronde : '*L'An 40*' et les communistes", in *Cahiers marxistes*, n° 15, 10-12.1972, p. 37-63.

41 Il faut attendre 1979 pour qu'une journée d'étude soit consacrée à l'histoire du PCB de 1921 à 1945. Voir *Le Parti communiste de Belgique (1921-1944)*, Bruxelles, 1980.

VI. La quête de vérité

Trente ans après la parution de l'ouvrage, il est révélateur de voir en quel terme est alors formulée l'attente d'histoire. On demande à l'époque aux historiens d'énoncer la 'vérité' – de '*juistheid*'. L'histoire se doit d'être objective et c'est d'ailleurs un des mérites que nombre de commentateurs attribuent au livre. Ils sont également reconnaissants aux auteurs de ne pas avoir fait d'histoire 'tribunal' mais de s'être livrés à une analyse des comportements. Pourtant, à l'aube des années 1970, la vision que l'on a de la guerre reste fortement conditionnée par des dimensions morales, le bien et le mal, par une vision en noir et blanc, les 'bons' et les 'mauvais'. Mais l'ouvrage dépasse cette vision manichéenne et antagoniste en introduisant d'autres notions : le moindre mal, la notion de refus – qui ne se confond pas complètement avec celle de résistance –, la globalité et l'interaction des phénomènes…

Cette fonction assignée à l'historien de dire le 'vrai' correspond encore et toujours à une demande du public. Elle repose néanmoins sur une approche étonnante en termes de neutralité. L'historien doit dire la vérité et ne pas apparaître comme engagé. Derrière

• **Photo d'une rue de Tournai après les bombardements allemands de mai 1940. (Photo CEGES)**

la vérité de l'historien, il y a celle des archives et, au début des années 1970, on attend encore beaucoup des archives concernant la Seconde Guerre mondiale alors en partie inaccessibles. L'historien doit s'en tenir aux faits. À la limite, son rôle est davantage celui d'un chroniqueur. Or *L'An 40* n'est absolument pas une chronique. Même si le livre doit beaucoup aux archives, il est avant tout une construction autour d'un certain nombre de faits et d'acteurs choisis qui rythment l'analyse. Cela ne signifie pas qu'il ne tend pas à appréhender la société dans sa globalité mais, pour ce faire, il procède par choix; des choix non pas toujours représentatifs mais significatifs.

VII. L'apport de L'An 40

Aujourd'hui, l'historiographie de la Seconde Guerre s'est largement étoffée. D'autres travaux de synthèse ont vu le jour. Fondamentalement, l'analyse de Jules Gérard-Libois et de José Gotovitch a conservé toute sa pertinence. Contrairement à ce qu'affirmait José Gotovitch – peut-être de façon un peu provocatrice –, *L'An 40* n'est pas dépassé [42]. Il revient aux auteurs d'avoir inscrit d'emblée l'histoire de la guerre dans un phénomène de continuité. Les comportements de 1940 sont l'héritage direct de prises de positions et d'attitudes des groupes d'avant-guerre : "rien n'est compréhensible en partant du 10 mai 1940". Évidemment, ils font débuter leur récit en 1936 et insistent surtout sur la question de la neutralité et des prises de position controversées qu'elle a suscitées. D'autres aspects ne sont guère abordés, et singulièrement l'héritage de la Première Guerre mondiale, rapidement évacué dans un bref paragraphe intitulé "Refaire 14-18 ?" (p. 131-133) et en début de conclusion. En fait, l'héritage est surtout appréhendé à partir de l'attitude de l'occupant et de l'influence de cette attitude sur les occupés mais guère à travers la culture et la mémoire propre des groupes et particulièrement de celle de la mouvance (nationaliste) flamande. Aujourd'hui, l'historiographie de la Première Guerre est en plein redéploiement et, à travers elle, une série de comportements de la Seconde s'éclairent sous un jour plus compréhensible. Certes, on dispose de nos jours de nombre de synthèses qui faisaient défaut en 1970. Les auteurs en sont conscients de même que certains commentateurs. Ainsi l'avocat Frans Van der Elst, co-fondateur de la *Volksunie* et fin connaisseur du *VNV*, souligne les carences résultant de l'absence d'une étude fondamentale sur la politique menée par le *VNV*. Il faudra encore attendre plus de vingt ans et, en l'occurrence, la thèse de doctorat de Bruno De Wever, pour que cette lacune soit comblée.

D'emblée, les auteurs insistent également sur la continuité à envisager à travers les acteurs : "le déroulement de l'occupation met en jeu les mêmes forces politiques, économiques, sociales et culturelles qui façonnent la société belge en temps normal".

42 "*I really think that a work as 'L'An 40' will be out of date within ten years, because by then thorough studies will have been made of all the points*" (Intervention de José Gotovitch lors de la table ronde "Belgium in 1940…").

L'occupation est un choc mais il n'est possible d'en mesurer l'intensité qu'à la lumière de cette vision : la présence de l'occupant conditionne des comportements de la part des acteurs traditionnels de la société belge, qu'ils y soient ou non intégrés, qu'ils se situent au sein de l'establishment ou à la marge de celui-ci.

L'An 40 met particulièrement en lumière les structures ainsi que les groupes politiques, économiques et sociaux. La dimension culturelle apparaît aujourd'hui comme le parent pauvre de l'initiative. Les quelques pages qui y sont consacrées nous présentent essentiellement les conditions de production et de diffusion d'œuvres, de la presse, de films… Mais guère les milieux des artistes eux-mêmes, ni les opportunités offertes par la période, ni surtout les productions très particulières qui vont résulter des conditions de l'occupation mais dont la nature, les thèmes et les références s'inscrivent eux aussi dans la continuité de l'avant-guerre. Ce silence relatif n'a rien d'étonnant lorsqu'on songe à tout ce pan de l'histoire des pratiques culturelles demeuré en friche jusqu'il y a peu et pas uniquement pour la période de guerre.

Manque aussi au panorama l'Église, qui est pourtant un acteur essentiel de la société belge. Certes, les travaux à son sujet ne sont pas alors légion, mais dans le même temps, on a l'impression que c'est une instance dont la diversité des attitudes préoccupe peu les auteurs. D'autres dimensions sont également marginalisées : le fonctionnement de l'économie, l'administration, les pouvoirs locaux, les campagnes…Tout ne pouvait être traité. Avec le recul, *L'An 40* apparaît aussi comme un livre écrit dans une Belgique unitaire. Flamands et Wallons n'en sont pas absents mais l'accent n'est guère mis sur les sensibilités et les différenciations régionales.

Il reste que *L'An 40* a constitué une formidable source d'inspiration pour des travaux ultérieurs, pour les générations de chercheurs qui, dans sa foulée, se sont intéressés à l'histoire de cette période qui reste, plus de soixante ans après les faits, l'une des plus stimulantes. L'histoire de la Seconde Guerre mondiale était en bonne voie….

* Chantal Kesteloot (°1963), est chef de travaux au CEGES et collaboratrice scientifique à l'ULB. Docteure en histoire (ULB), elle a essentiellement publié sur l'histoire du Mouvement wallon, l'enjeu bruxellois, la question des identités et la mémoire de la guerre. Elle est notamment l'auteure de *Au nom de la Wallonie et de Bruxelles français. Les origines du FDF*, Bruxelles, Complexe, 2004.